



Conférence de presse de l'Alliance pour le dimanche lors du lancement de la campagne référendaire contre l'extension du travail du dimanche, le 25 juin 2013
Thomas Wallimann-Sasaki, D^r theol., Président a. i. de Justice et Paix, responsable du Sozialinstitut KAB

Mesdames et Messieurs,

Dès lors qu'il est question du dimanche, des travailleurs/euses et des pratiques d'achat, les Eglises ne peuvent se taire! Car notre façon de gérer le temps, le travail ainsi que la consommation touche à l'essence humaine, au sens de la vie et à la valeur de l'individu.

Cette révision de loi constitue donc, au fond, une décision de principe. Il s'agit de faire du dimanche une journée ouvrable, consacrée aux achats! Et l'on voit déjà apparaître la revendication, au nom de la politique de concurrence, d'une libéralisation à grande échelle des heures d'ouverture des commerces le dimanche et les jours fériés.

Bien entendu, l'importance du dimanche dépasse de loin les affaires internes de l'Eglise (offices religieux, fêtes du calendrier). Le dimanche revêt aux yeux de l'Eglise une importance fondamentale pour la cohésion sociale. L'enjeu est de trouver un «équilibre judicieux entre le repos et le travail»¹, entre la consommation et les moments de pause, entre le souhait d'«avoir tout tout de suite» et notre capacité d'attente.

Une société où quelques privilégiés peuvent se permettre de faire leurs achats quand bon leur plaît, tandis que d'autres doivent travailler ou rester joignables 24h/24, réparti de façon bien inégale les corvées et les avantages! Le dimanche de congé et la limitation des heures de vente et de consommation sont autant de signes clairs et nets de l'existence, dans nos vies, de choses qui ne sauraient être sacrifiées aux impératifs économiques. A fortiori à une époque où les formes et habitudes de vie sont en pleine mutation. Car quand prend place la vie de famille et quel jour se réunissent les communautés, sinon le dimanche où, aujourd'hui encore, la plupart des gens ont congé?

Dans ces conditions, la Commission nationale Justice et Paix de la Conférence des évêques suisses s'oppose à une nouvelle extension du travail dominical.

¹ Voir «Wort der Kirchen: Miteinander in die Zukunft» (Nr. 126) gemeinsames Wort von SEK und SBK 2001.

Dr theol. Thomas Wallimann-Sasaki

Président ad interim de Justice et Paix
Responsable du Sozialinstitut KAB (Kath. ArbeitnehmerInnen-Bewegung)
Ausstellungsstr. 21
Case postale 1663
8031 Zurich

joignable au n° 079 848 99 65 / info@sozialinstitut-kab.ch